

eco

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP17 - MOP 7, Durban, Nov-Décembre 2011

Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org



L'ÉQUITÉ CLIMATIQUE SELON LES BASICS

Si Durban doit aboutir à quelque chose, c'est pour décider d'adopter une deuxième période d'engagement sous le Protocole de Kyoto et pour mettre à l'agenda la définition d'un mandat suffisamment juste pour soutenir une vraie ambition. La publication samedi d'un texte des experts des BASICs sur le partage équitable de l'effort mondial entre les pays constitue un grand pas en avant.

Ce texte ne cache pas le fait que le budget carbone mondial a déjà été épuisé, pour l'essentiel. Il n'affirme pas non plus que poursuivre le développement sur une base « business as usual » est une option durable et qu'on peut s'en sortir avec une comptabilisation bottom-up et un soupçon d'optimisme technologique. On ne peut pas s'en satisfaire pour stabiliser le système climatique. La prise en compte des besoins liés au développement est une condition essentielle pour un niveau d'ambition élevé. Et ce rapport montre que nous serons bientôt prêts à affronter cette réalité de fait.

On peut saluer les auteurs de ce texte pour cette importante contribution au débat sur l'équité climatique. Ce résultat n'est pas sans compromis. Il a un coût. Par exemple, le texte parle d'un budget de 1 440 Gt CO₂ cumulées pour la période 2000-2050, ce que beaucoup d'entre nous considèrent comme dangereusement élevé.

Mais au-delà de ce coût, le compromis a aussi des avantages. Les auteurs ont permis de délimiter les contours d'un consensus qui,

- suite page 2

La décennie perdue pour les financements d'adaptation

Cette année marque les 10 ans de la création, à la COP7 de Marrakech, du Fonds pour les Pays les Moins Avancés (LDCF) destiné à financer les besoins les plus urgents des pays les moins avancés en matière d'adaptation.

Malheureusement, on parle peu du LDCF et il n'y a pas grand chose à fêter. 10 ans, et seulement 415 millions de dollars ont été promis, sur les 2 milliards identifiés pour l'élaboration et la mise en oeuvre des PANAs (Plan d'Action Nationaux pour l'Adaptation).

Les négociateurs ne peuvent pas faire marche arrière sur ce qui a été décidé il y a 10 ans pour financer l'adaptation. Mais

ils peuvent et doivent sécuriser un résultat à Durban qui conduise à des flux financiers fiables, suffisants et prévisibles pour l'adaptation des pays en développement pour les 10 ans à venir.

A part quelques exceptions, nous n'avons aucunes certitudes sur les financements climat qui prendront le relais des financements précoces en 2013. L'argent de l'adaptation, en particulier, est une priorité essentielle pour les PMA, les petits Etats insulaire et les pays les plus vulnérables. Mais il reste un orphelin des financements passés, présents et futurs.

- suite page 2

Suite de l'article « La décennie perdue... »

L'actuelle plongée du prix du carbone signifie également que le Fonds pour l'Adaptation, qui reçoit 2% des projets de MDP, risque de ne presque plus rien recevoir l'an prochain.

Avec des niveaux d'émissions qui dépassent le pire scénario du GIEC, il est clair que des sommes d'argent énormes seront nécessaires pour financer à la fois l'adaptation à l'augmentation de la fréquence des événements extrêmes et diffus.

Et pourtant, seuls 18% des financements précoces des US et 30% de ceux de l'UE ont été destinés à l'adaptation en 2011. L'Australie est meilleure élève, avec plus de la moitié de ses financements climat destinés à l'adaptation cette année.

Le texte LCA amalgamé a le potentiel pour s'attaquer à ces enjeux. Il y a du texte concret qui assure aux pays en développement qu'il n'y aura pas de gap après 2012, et que les financements augmenteront entre 2013 et 2020.

Un autre point important est l'équilibre entre l'atténuation et l'adaptation, en particulier dans l'option qui garantit qu'au moins 50% de tous les financements climat sont destinés à l'adaptation.

Enfin, il est nécessaire de disposer d'un programme de travail pour identifier des sources prévisibles et fiables de financement de long terme. Comme indiqué actuellement dans le texte, ceci doit déboucher sur une décision concrète de la COP18 et fournir la meilleure chance pour un accord sur les sources les plus prometteuses de financement, notamment innovantes, telles que la taxe sur les transactions financières et une taxe sur les routes maritimes et aériennes sans incidence nette sur les pays en développement.

Les négociateurs doivent donner des garanties claires aux pays du Sud sur le fait qu'ils ne seront pas abandonnés sans argent pour d'adapter à un changement climatique qu'ils n'ont pas causé. Comme toutes les Parties ont promis d'opérationnaliser le Fonds Vert à Durban, assurons-nous qu'il ne soit pas une coquille vide.

Fossile du Jour

#1 – Turquie

Pour sa confusion des rôles entre les mécanismes et l'Annexe 1.

Turquie

NORVÈGE, SOIS COHÉRENTE !

Comme vous pouvez le remarquer, ECO est prêt à avoir quelques discussions bilatérales dans son édition. Aujourd'hui ce sera avec la Norvège. A plusieurs reprises nous avons rappelé aux Parties l'urgente nécessité de clarifier leurs engagements mis sur la table.

Sur cette question, la Norvège a continuellement été un bon élève et sa crédibilité a été renforcée par la clarification et la transparence de son engagement de réduire de 30 à 40% ses émissions d'ici 2020 et que les 2/3 de cette réduction seraient faites domestiquement. Mais certaines rumeurs inquiètent ici à Durban, disant que certaines figures politiques souhaitent que la Norvège se rétracte de cette promesse vis-à-vis de la communauté internationale en abandonnant cette réduction domestique pour les 2/3.

Suite de l'article « L'équité selon les BASIC » bien que vague indique une direction à suivre. Si l'équité est définie comme le droit humain au développement durable, deux approches sur le cadre mondial de référence sur le partage équitable de l'effort semblent prometteuses : le partage du budget cumulé per capita et le partage de l'effort basé sur la responsabilité et la capacité. Le texte n'est pas parfait et

Alors la Norvège, c'est à cause de cela que ECO se permet cette petite causerie. Vous, plus que tous les autres pays, savez bien que les promesses sont faites pour être tenues et que le niveau des ambitions devrait augmenter plutôt que de diminuer. Rien ne serait aussi dommageable à la crédibilité d'un pays dans ces négociations que la perception qu'il ne fait pas le nécessaire chez lui.

Le monde attend de la Norvège qu'elle tienne sa promesse et que ses plans et politiques lui permette de remplir sa promesse de réaliser au moins les 2/3 de ses réductions d'émissions pour 2020 domestiquement. Nous n'avons pas besoin qu'un autre pays de l'Annexe fuie ses responsabilités. Comme la Norvège aime demander à certains pays de clarifier leurs positions, elle devrait aussi clarifier si elle est un leader ou non quand il s'agit de réduire ses émissions.

comporte certainement des lacunes. Par exemple, il n'aborde pas la question de la stratification économique à l'intérieur des pays. Même en Afrique du Sud ! Alors qu'il est question de capacités économiques et de responsabilités historiques, il effleure à peine le sujet. Mais ce qui compte, c'est la contribution de ce rapport ici, à Durban. La publication des experts des BASICs lance un débat dont nous avons vraiment besoin.

CAPTAGE DU CARBONE : FINI LA CHARADE !

Faire de l'énergie fossile la plus polluante du monde une compensation carbone peut avoir l'air d'une blague, mais il n'y a en réalité rien de drôle.

Même nous à ECO étions choqués d'apprendre qu'il y a 45 - comptez les ! - projets de charbon dans le pipeline du Mécanisme de Développement Propre (MDP). Si tous ces projets étaient approuvés, ils émettraient 400 millions de tonnes par an pendant de nombreuses décennies - soit plus que la France ou l'Afrique du Sud. Divertir des milliards d'euros de sources de financement prévus pour le climat vers une industrie déjà grassement subventionnée qui crée des dégâts sévères pour la santé humaine et les écosystèmes mène notre mission dans le fossé. Comment en sommes nous arrivés là ? C'est un scandale que le MDP et l'UNFCCC ne peuvent pas se permettre.

Le charbon doit être exclu du MDP. Cette demande d'exclusion permanente arrive alors que le Bureau exécutif du MDP a suspendu la semaine passée les règles sur l'attribution de crédits pour des projets utilisant ce combustible. La suspension a été décidée après qu'une enquête ait établi que les règles en vigueur pouvaient mener à la sur-attribution de millions de crédits carbone pour des projets n'apportant pas de réductions d'émissions additionnelles. La suspension était une bonne décision, mais l'affaire n'est pas close. Ce n'est pas une solution de simplement ajuster les règles existantes. Une étude indépendante a confirmé les failles dans la méthodologie et a établi qu'elles sont inhérentes à ce type de projet. On ne peut pas réviser la méthodologie pour compter assurés des réductions d'émissions. - suite page 2

LULUCF : bourré de défauts !

ECO reconnaît qu'une part importante de temps et d'efforts a été consacrée à l'amélioration de la transparence et à la solidité des niveaux de référence sur la gestion des forêts des pays de l'Annexe I.

Cependant, si le processus de revue a atteint ces objectifs, cela ne suffit pas à assurer l'intégrité environnementale de l'approche par les niveaux de référence pour la comptabilisation de la gestion des forêts. Soyons clairs : les fondements politiques de l'approche par les niveaux de référence sont profondément, irrévocablement défectueux. Bien que le processus de revue ait été capable d'identifier et de corriger les problèmes techniques et les incohérences liés aux niveaux de référence des pays, jamais il n'a eu pour but d'évaluer, plus largement, les implications politiques de l'approche par les niveaux de référence. Ces implications sont les suivantes :

- **L'intégrité environnementale.** L'approche par les niveaux de référence permettrait à des pays de l'Annexe I d'accroître leurs émissions nettes de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux actuels pendant la prochaine période d'engagement sans pénalités.

- **L'atténuation des émissions dans tous les secteurs de l'économie.** Les niveaux de référence sur la gestion des forêts de certains pays de l'Annexe I ont été établis

de sorte que ces pays puissent accroître leurs émissions liées à la gestion de leurs forêts. Ainsi, ces pays n'ont pas besoin de mettre en place des actions d'atténuation de leurs émissions dans d'autres secteurs.

- **Comparabilité.** Une des forces potentielles de l'approche par les niveaux de référence est qu'elle est suffisamment flexible pour permettre aux pays de l'Annexe I de mettre en place une comptabilisation obligatoire de la gestion des forêts. Cependant, les niveaux de référence vont bien au-delà de la flexibilité dont les pays ont vraiment besoin. Il en résulte un cadre dans lequel une tonne de réduction d'émissions dans un pays n'est pas équivalente à une tonne de réduction d'émissions dans un autre pays.

La revue a été conçue afin d'évaluer la solidité technique et la transparence des niveaux de référence des pays. Elle a atteint son objectif car le constat est sans appel : elle montre à quel point l'approche par les niveaux de référence peut avoir des effets néfastes.

Alors qu'à Durban, nous entrons dans une deuxième semaine cruciale de négociations, ECO implore les Parties de prendre un peu de recul, de réfléchir aux implications de l'approche par les niveaux de référence, et de la rejeter pour choisir l'une des autres options sur la table, plus solides.

Suite de l'article « Captage du carbone... »
Etant donné l'urgence de la crise climatique, seule l'exclusion du charbon du MDP lors de la COP 17 peut assurer que ces projets ne minent pas les engagements de réduction (régime du protocole de Kyoto) des pays

développés et ne détournent pas des fonds attribués à la protection climat vers des projets sales. La COP17 représente une opportunité évidente de restaurer l'intégrité environnementale du mécanisme de développement propre.

Le Japon sous surveillance

L'an dernier, à Cancun, le Japon a été vertement critiqué et a souvent fait la une des médias suite à son annonce qu'il n'accepterait jamais de seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto.

Une année plus tard, ici à Durban, la délégation japonaise a l'air un peu plus décontractée. Personne n'écrit sur eux et ils n'ont même pas encore reçu de Fossile.

Est-ce que cela veut dire que le Japon a revu ses trajectoires et adopté une position acceptable ? Bien sûr que non ! La position du Japon est toujours autant destructrice qu'elle l'était avant et après Cancun. En réalité, leur position a l'air de se dégrader avec la récente remise en cause de leur objectif de réduction domestique de 25%.

Alors récapitulons. Le Japon est venu à Durban avec un refus de s'engager dans une seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto, alors même qu'il n'a aucune stratégie alternative ou politique nationale à la place. Cela est très regrettable de la part d'un pays - qui souhaite par ailleurs devenir membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU - de ne pas sembler jouer un rôle positif dans ces négociations cruciales sur le climat.

MAMA KONATE

Chers amis et collègues,
Pendant cette COP Africaine nous rendons hommage à Mama Konate et partageons notre grande tristesse quant à son décès.

Il fut Directeur Général du Service de Météorologie du Mali, représentant permanent du Mali à l'OMM, ancien Chair du Groupe PMA et du Groupe d'Experts sur les Transferts de Technologies, Chair du SBSTA et point focal du Mali pour l'UNFCCC.

Il était connu pour son approche constructive et engagée pour les problèmes de son pays et du monde. Un proverbe sud-africain dit que quand un activiste meurt, nous devons ramasser les lances qui sont tombées.

La lance de Mama était l'arme la plus puissante - sa voix, sa sagesse et sa grande humanité. La lance de Mama sera grandement regrettée car il sera difficile pour nous de la ramasser et de la porter. Nous devons réussir à Durban.



DÉLÉGUÉS, ÉCOUTEZ LA RUE CHANTER POUR LE CLIMAT



REMERCIEMENTS

Cet ECO a été réalisé avec l'aide financière de la Fondation Prince Albert II de Monaco et du ministère français de l'écologie (MEDDTL). Le contenu relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces deux partenaires. Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de l'ECO anglophone. ECO français est disponible sur : www.rac-f.org